



VIVIERS

## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° 2025-014

Envoyé en préfecture le 03/03/2025

Reçu en préfecture le 03/03/2025

Publié le 03/03/2025

ID : 007-210703468-20250225-DEL2025\_014SG-DE

S<sup>2</sup>LO

### Séance publique du 25 février 2025

Le 25 février 2025 à 18 heures trente, le Conseil Municipal de VIVIERS s'est assemblé à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Madame Martine MATTEI, Maire.

#### Nombre de Conseillers

##### Municipaux :

- en exercice : 27

- présents à la séance : 25

##### Date de l'envoi et de

##### l'affichage de la

convocation : 19.02.25

**Étaient présents** : Mme MATTEI Martine - Mme CHAIX Marie-Pierre – M. LEBRETON Frédéric - Mme RIFFARD-VOILQUE Martine - M. SAPHORES Pierre – Mme COMBIER Marie-Christine – M. HAUSHERR François – Mme LARMANDE Véronique – M. FRANCOIS Patrick – M. WNUK Stanislas – Mme DAHMANI Samira - Mme FAURE-ALLIRAND Estelle – Mme ROCHE Patricia - Mme SIRVENT Eliane – M. RANCHON Denis – Mme BOUGUERRA Nadia - M. ROYERE Christian – Mme BOZIER Sylvie - M. SERRE Claude – M. LAVIS Christian - M. HALLYNCK Dominique - M. MURCIA Antoine – M. SAEZ Jean-Pierre – M. GUILLERM Stéphane - Mme PORQUET Céline

**Absente** : Mme MARSENI Habiba

#### Procuration :

- Mme Julie STEL à M. Dominique HALLYNCK

**Secrétaire de séance** : Mme Estelle FAURE-ALLIRAND

### **OBJET : ACCUEIL DES STAGIAIRES DE L'ENSEIGNEMENT SCOLAIRE OU SUPERIEUR**

**Rapporteur** : Madame Martine MATTEI

*Vu que les élèves de l'enseignement scolaire ou les étudiants de l'enseignement supérieur peuvent être accueillis au sein d'une collectivité pour effectuer un stage dans le cadre de leur cursus de formation,*

*Vu que la période de stage peut faire l'objet d'une contrepartie financière prenant la forme d'une gratification et que l'organe délibérant est compétent pour fixer le principe et les modalités de cette contrepartie financière,*

*Vu la loi n° 2014-788 du 10 juillet 2014, tendant au développement, à l'encadrement des stages et à l'amélioration du statut des stagiaires et le décret n°2014-1420 du 27 novembre 2014 apportant plusieurs changements au cadre juridique des stages,*

*Madame le Maire rappelle les conditions d'accueil et de gratification des élèves ou étudiants effectuant un stage au sein de la collectivité selon les modalités définies par ces textes.*

*Considérant que sont concernés les stages effectués à titre obligatoire ou optionnel, par des élèves ou étudiants inscrits dans des établissements d'enseignement dispensant une formation diplômante ou certifiante et que ces stages doivent être intégrés à un cursus pédagogique scolaire ou universitaire, et ne peuvent avoir pour objet l'exécution d'une tâche régulière correspondant à un poste de travail permanent de la collectivité,*

*Considérant qu'il est nécessaire d'établir une convention de stage tripartite entre le stagiaire, l'établissement d'enseignement et la collectivité dont les mentions obligatoires sont déterminées par décret (D.124-4 du Code de l'éducation),*

*Considérant que cette convention précisera notamment l'objet du stage, sa durée, ses dates de début et de fin, les conditions d'accueil du stagiaire (horaires, locaux, remboursements de frais, restauration...), les modalités d'évaluation du stage, les conditions dans lesquelles le stagiaire est autorisé à s'absenter et notamment dans le cadre des congés et autorisations d'absence mentionnés à l'article L.124-13 du Code de l'éducation,*

*Considérant que le stagiaire bénéficiera d'une gratification dès lors que la durée de stage est supérieure à deux mois consécutifs ou non, que la durée du stage s'apprécie en tenant compte du nombre de jours de présence effective au cours de la période de stage,*

*Considérant que le nouvel article D.124-6 du Code de l'éducation précise pour cela que chaque période au moins égale à sept heures de présence, consécutives ou non, est considérée comme équivalente à un jour et chaque période au moins égale à vingt-deux jours de présence, consécutifs ou non, est considérée comme équivalente à un mois,*

*Considérant que pour pouvoir bénéficier d'une gratification obligatoire, le stagiaire doit être présent dans la collectivité plus de 44 jours ou plus de 308 heures, consécutifs ou non, que le montant de la gratification est fixé à 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale et que la gratification est due au stagiaire à compter du 1er jour du 1er mois de stage,*

*Considérant que la collectivité a mis en place des avantages pour le personnel dont les titres-restaurants auxquels les stagiaires pourront bénéficier et que le montant des frais remboursés au stagiaire ou la valeur des avantages qui lui sont accordés n'ont pas à être compris dans le montant de la gratification minimale (articles L.124-13, D.124-8 et L.124-16 du Code de l'éducation),*

*Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :*

**✓ FIXE** le cadre d'accueil des stagiaires de l'enseignement scolaire ou supérieur dans les conditions suivantes :

- ✓ les stagiaires reçoivent une gratification pour les stages d'une durée supérieure à 2 mois, consécutifs ou non,
- ✓ la gratification allouée correspond à 15 % du plafond horaire de la sécurité sociale,

**✓ AUTORISE** le bénéfice pour les stagiaires de certains avantages prévus pour les agents de la commune, à savoir les titres-restaurants,

**✓ AUTORISE** Madame le Maire ou son représentant à signer toutes les conventions de stage entrant dans ce cadre,

**✓ PRECISE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'exercice 2024,

**✓ VOTE** à l'unanimité.

Délibéré le 25 février 2025

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil municipal

Martine MATTEI

Maire de Viviers

